

Cote du document: EB 2021/LOT/P.13
Date: 8 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette

République kirghize

Projet régional en faveur de la résilience des communautés pastorales

Numéro du projet: 2000001978

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh

Directrice régionale
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Samir Bejaoui

Directeur de pays
téléphone: +90 539 292 27 07
courriel: s.bejaoui@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	4
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	7
III. Risques	12
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	14
IV. Exécution	14
A. Cadre organisationnel	14
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	15
C. Plans d'exécution	16
V. Instruments et pouvoirs juridiques	16
VI. Recommandation	16

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

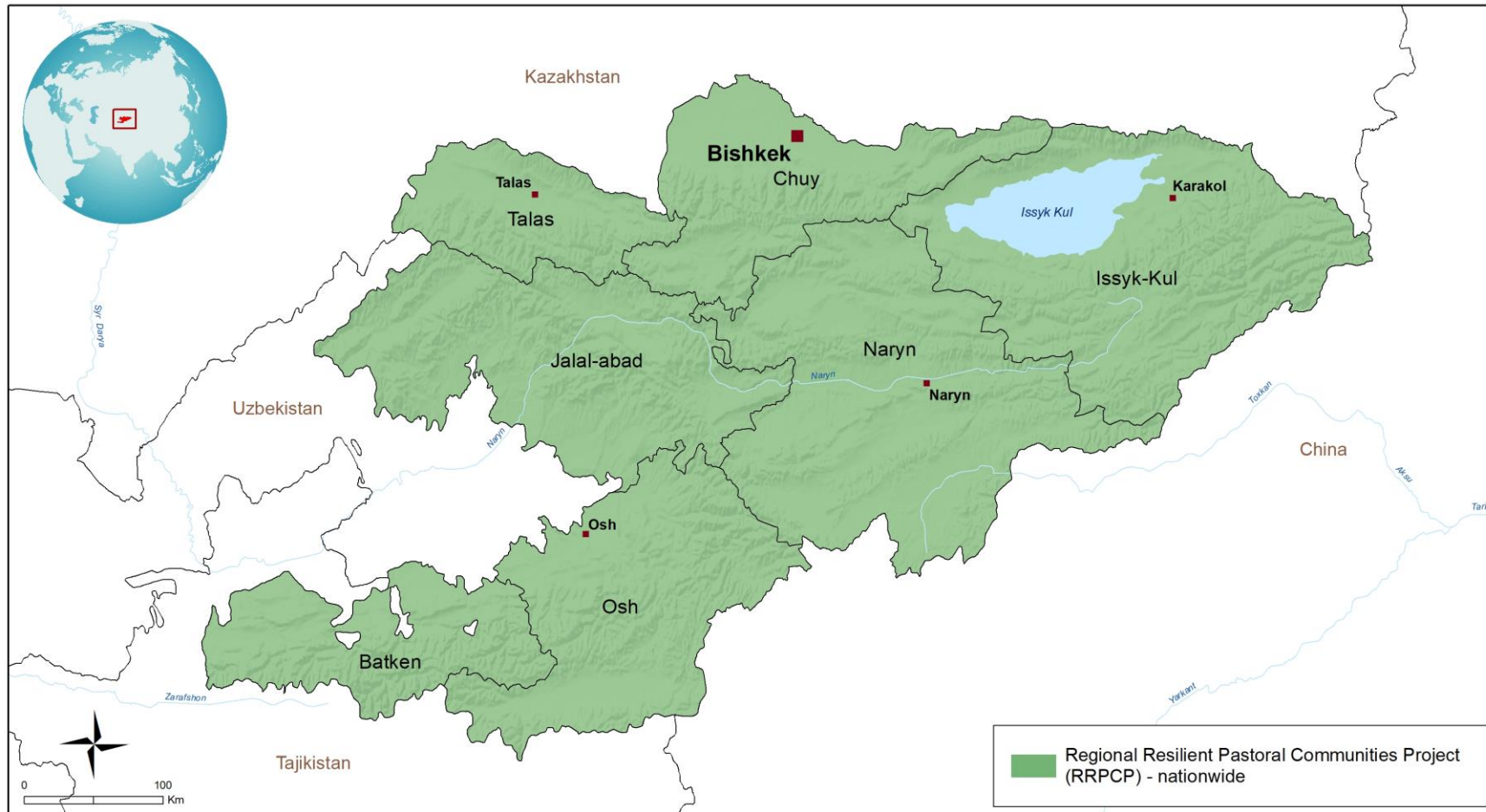
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Samir Bejaoui
Responsable technique:	Antonio Rota
Responsable des finances:	Alaa' Abdelkarim
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Mundy
Juriste:	Aspasia Tsekeri

Sigles et acronymes

APIU	Unité d'exécution des projets agricoles
ARIS	Agence de développement communautaire et d'investissement
BID	Banque islamique de développement
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
PTBA	plan de travail et budget annuel
SIVPSS	Service national d'inspection de la sécurité sanitaire, vétérinaire et phytosanitaire
UUP	union d'usagers des pâturages

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 10/11/2021

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/Bénéficiaire:	République kirghize
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et du développement régional
Coût total du projet:	65,206 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	16,274 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,034 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement concessionnelles: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans. Prêt exempt d'intérêt, mais supportant une commission de service fixe exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt, déterminée par le Fonds lors de l'approbation du prêt par le Conseil d'administration
Montant du don du FIDA relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette:	5,829 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,25 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Fonds pour l'adaptation; Fonds russo-kirghize de développement
Conditions du cofinancement:	Fonds pour l'adaptation: don de 9,2 millions d'USD Fonds russo-kirghize de développement: prêt de 10 millions d'USD
Contribution de l'Emprunteur/ du Bénéficiaire:	0,75 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	13,97 millions d'USD
Montant du financement climatique accordé par le FIDA:	8,82 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

1. **Géographie.** La République kirghize est un pays montagneux et enclavé, d'une superficie de 199 951 kilomètres carrés, dont les voisins sont la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Quatre-vingt-quatorze pour cent du territoire est situé à plus de 1 000 mètres d'altitude, et 40% à plus de 3 000 mètres.
2. **Système politique.** Selon l'indice de démocratie établi par l'Economist Intelligence Unit en 2018, le Kirghizistan présente les caractéristiques d'un régime hybride et se classe au 98^e rang sur 167 pays. Le pays obtient des résultats bien meilleurs que ses voisins, car il est le seul pays d'Asie centrale à ne pas avoir un régime autoritaire. En décembre 2016, une réforme constitutionnelle transférant des pouvoirs importants de la présidence au Parlement et au Premier Ministre a été adoptée par référendum.
3. **Économie.** Le Kirghizistan, qui entretient des relations étroites avec la Russie, est membre de deux alliances, l'une économique et l'autre militaire (Union économique eurasiatique et Organisation du Traité de sécurité collective). Ces dernières années, les relations avec la Chine se sont nettement améliorées et, en 2013, selon le Fonds monétaire international, ce pays est devenu le premier partenaire économique du Kirghizistan, supplantant la Russie. L'économie est vulnérable aux chocs extérieurs, car elle est tributaire d'une seule mine d'or, Kumtor, qui contribue au produit intérieur brut (PIB) à hauteur d'environ 10%, et des envois de fonds des travailleurs émigrés, qui ont représenté l'équivalent d'environ 27% du PIB en 2018. Avec un revenu national brut moyen par habitant de 1 130 USD¹, le Kirghizistan se situe dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
4. **Contexte social.** Le Kirghizistan compte 6,4 millions d'habitants, dont 66% vivent dans les zones rurales et tirent l'essentiel de leurs moyens d'existence de l'agriculture et de l'élevage, auxquels s'ajoutent les envois de fonds. Les zones rurales demeurent sous-développées et les emplois non agricoles sont peu nombreux, comme le montrent les statistiques officielles, qui font état de taux de chômage plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines. L'espérance de vie est de 67,2 ans pour les hommes et de 75,4 ans pour les femmes. En 2014, les ménages comptaient en moyenne 4,3 membres pour l'ensemble du pays et 5,3 membres dans les zones rurales. La proportion de ménages dirigés par une femme est assez élevée, puisqu'elle atteint 34%. La majorité des ménages (69,1%) ont à leur tête une personne qui a indiqué que sa langue maternelle était le kirghize, contre 12,2% pour l'ouzbek, 14,5% pour le russe et 4,2% pour les autres langues.
5. **Étape dans la transition et présence de fragilités.** Avec un score d'évaluation des politiques et institutions nationales de 4,0 en 2017, le Kirghizistan ne se classe pas parmi les États les plus fragiles. Les révolutions de 2005 et 2010 ont conduit au renversement des présidents en place, qui ont ensuite fui le pays. La stabilité politique est assez incertaine. Depuis 2018, le Kirghizistan n'apparaît plus sur la liste des États fragiles établie par le FIDA; en revanche, il figure parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier recensés par l'Organisation des Nations Unies pour

¹ Méthode Atlas, 2017.

l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2019. En ce qui concerne les changements climatiques, selon les prévisions, le Kirghizistan va de plus en plus souvent subir des températures plus élevées et des précipitations plus irrégulières, et il sera davantage exposé aux aléas climatiques. Les sécheresses pourraient se multiplier et se prolonger davantage en été, tandis qu'en hiver les inondations (y compris celles résultant de la vidange brutale d'un lac glaciaire) et les glissements de terrain risquent de devenir plus fréquents.

6. **Pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition.** Le Kirghizistan se classe au 122^e rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain de 2017, avec un indice de 0,672. L'incidence de la pauvreté est élevée: environ 25% de l'ensemble de la population du pays vit sous le seuil de pauvreté; environ 65% des pauvres vivent dans les zones rurales, et environ 80% de la population n'est pas à l'abri de la pauvreté. Celle-ci est étroitement liée à l'insécurité alimentaire. En 2015, la population dans son ensemble a consacré en moyenne 38% de ses revenus à l'alimentation, tandis que ce pourcentage s'établissait à 74% pour les groupes les plus pauvres, ce qui montre que les ménages pauvres sont plus exposés à l'insécurité alimentaire. Parmi les groupes de population les plus pauvres, l'apport énergétique alimentaire s'établissait à 13%, soit un niveau très inférieur (de 35%) à celui des groupes de population plus aisés. En 2015, la sous-alimentation touchait 6% de la population du pays.
7. **Contexte de l'agriculture paysanne et du développement rural.** En 2017, l'agriculture contribuait au PIB à hauteur de 12,3% (contre 34% en 2002) et employait 26,5% de la population active. Dans les zones rurales, elle demeure la principale source d'emplois et produit une valeur ajoutée de 1 521 USD par travailleur et par an (en dollars des États-Unis constants de 2010). La petite agriculture représente 98,5% de la production agricole. Compte tenu de la topographie montagneuse, les terres cultivées en permanence représentent 0,4% de l'ensemble du territoire, et les terres arables environ 7%; le Kirghizistan dépend donc des importations de produits alimentaires de base, en particulier le blé. Par conséquent, l'élevage joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire comme à titre de filet de sécurité pour la population rurale pauvre. Toutefois, la productivité est inférieure au potentiel, et les communautés qui vivent de l'élevage demeurent fragiles; en effet, les actifs et les perspectives économiques qui leur permettraient d'atténuer les effets des catastrophes naturelles et des changements climatiques ou de s'y adapter sont limités.
8. **Stratégies et politiques nationales.** Au Kirghizistan, la Stratégie nationale de développement pour la période 2018-2040 encadre l'ensemble des activités de développement. Cette stratégie a pour finalité de faire prévaloir l'état de droit et l'unité nationale, qui constitue un préalable au maintien de l'État, et de s'attaquer aux enjeux et problèmes sociaux. En ce qui concerne plus particulièrement le secteur agricole, il est préconisé d'exploiter les avantages comparatifs dont dispose le Kirghizistan sur le plan de la géographie et du climat pour faire du pays un fournisseur de premier plan de produits agricoles de grande qualité, écologiques et purs sur les marchés régionaux et les marchés de l'Union douanière eurasiatique. Au titre de cette stratégie, l'ambition est d'encourager la participation active des agriculteurs dans le cadre de groupements, des coopératives par exemple, dans un double objectif: valoriser leur production et accroître leurs revenus. Pour ce secteur, le principal axe de développement porte sur l'amélioration de la compétitivité sur les marchés à l'exportation, parallèlement à la mise en place de mécanismes internationaux de contrôle de la qualité de la production et de la transformation. La Stratégie de développement agricole arrêtée par le Gouvernement pour la période 2017-2022 vise à accroître les exportations grâce à l'introduction de nouvelles technologies et de produits innovants et à la fourniture d'un appui aux filières de la viande et des produits laitiers. La promotion de l'égalité femmes-hommes s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale pour

l'égalité des sexes. Le Kirghizistan, qui a ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a soumis sa contribution prévue déterminée au niveau national en 2015.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

9. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le Projet régional en faveur de la résilience des communautés pastorales a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - tenant compte des jeunes.

 10. Selon la définition retenue dans la loi sur la politique en faveur de la jeunesse adoptée en 2009 par la République kirghize, les jeunes sont les personnes âgées de 14 à 28 ans. Les deux tiers des jeunes du pays vivent dans les zones rurales et le phénomène de migration est généralisé, aussi bien vers les zones urbaines, comme Bichkek et Osh, qu'à destination de l'étranger, en quête de travail. Pour les jeunes ruraux, la pénurie d'emplois est de loin la plus importante source de préoccupation. En outre, leurs perspectives économiques sont limitées, leur accès aux services publics est insuffisant et ils manquent d'occasions de faire connaître leurs besoins. Le chômage touche davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes, et la plupart sont mères au foyer.

 11. **Environnement et climat.** Les deux principaux défis environnementaux à relever dans le cadre du projet sont la dégradation des ressources pastorales due à leur mauvaise gestion et aux conditions climatiques, et les changements climatiques. Plus de 40% des terres agricoles sont très dégradées, et l'érosion menace plus de 85% du territoire. Selon les prévisions, les températures devraient augmenter de deux à trois degrés d'ici au milieu du siècle, et les précipitations de 12% dans l'Ouest et de 18% dans le Nord-Est. Les données pluviométriques historiques montrent une augmentation globale des précipitations, accompagnée d'une accentuation des variations saisonnières et d'une réduction marquée en été, la principale période de pâturage. Le projet a pour finalité d'induire des changements de comportement favorisant la gestion durable des pâturages et des ressources forestières moyennant l'intégration des ressources en parcours et en forêts dans un cadre de gestion écosystémique unique et l'adoption de mesures propres à favoriser la résilience climatique qui seront mises en œuvre à l'échelle des communautés et des districts ainsi qu'au niveau central.
- Justification de l'intervention du FIDA**
12. Le FIDA s'est forgé une vaste expérience puisqu'il intervient au Kirghizistan depuis plus de 20 ans. Encouragée par la Banque mondiale et le FIDA, la loi sur les pâturages adoptée en janvier 2009 a amorcé une réforme efficace, accompagnée d'un soutien massif apporté dans le cadre des phases I et II du Programme de développement de l'élevage et des marchés financé par le FIDA, qui vient en aide depuis 2013 aux communautés pastorales dans cinq des sept régions du pays. Cette réforme a certes donné des résultats appréciables en ce qui concerne l'autonomisation des communautés rurales qui vivent de l'élevage pastoral, mais elle n'a pas permis d'établir un cadre de gestion intégrée efficace, en particulier pour ce qui est des terres et des ressources forestières, généralement voisines des parcours.

 13. L'élevage est un élément important de la production des petits exploitants, comme indiqué plus haut, mais aussi des exportations du pays. L'adhésion du Kirghizistan à l'Union économique eurasiatique lui a ouvert l'accès aux vastes marchés de la Russie et du Kazakhstan. Toutefois, faute de capacités suffisantes, le pays a du mal à appliquer les normes de sécurité sanitaire des aliments, ce qui reste source de difficultés. Fort de son expérience dans le pays, le FIDA dispose d'un avantage

comparatif en matière de collaboration avec les communautés rurales et de promotion de politiques intéressant la production animale.

B. Enseignements tirés

14. Les principaux enseignements tirés des opérations précédemment ou actuellement menées par le FIDA ou par d'autres donateurs dans le pays sont récapitulés ci-après:
- Le passage d'une gestion centralisée des ressources en pâturages et en forêts à une gestion foncière reposant sur les usagers se heurte à des difficultés sans fin. Il est essentiel d'apporter un appui permanent afin de faire prévaloir les principes d'équité dans les politiques, la législation et les pratiques.
 - La solution à de nombreux problèmes liés à la gestion des parcours et des forêts au niveau des districts passe par la mise en place d'un mécanisme d'intervention intégré et coordonné, qui fait jusqu'ici défaut.
 - Pour aborder la question des méthodes d'élevage et des mentalités traditionnelles des petits exploitants, il faut intervenir à l'échelle de la communauté afin d'optimiser les revenus tirés de l'élevage.
 - Les communautés sont de plus en plus demandeuses d'investissements dans les infrastructures pastorales.
 - La démarche qui consiste à faire participer activement les femmes grâce à des mesures de ciblage et d'appui s'est avérée porteuse de transformations et a permis d'obtenir un impact durable.
 - Le succès de la lutte contre les maladies animales et l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments supposent un travail acharné de sensibilisation du public et une solide coordination logistique.
 - Bien que plusieurs mécanismes de coordination soient en place dans le pays, les capacités techniques font défaut et la coordination interministérielle est limitée entre l'Agence nationale pour la protection de l'environnement et la foresterie, le Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et du développement régional (ci-après le Ministère de l'agriculture), le Ministère des situations d'urgence, l'Agence nationale pour l'autonomie locale et les relations interethniques et les collectivités locales décentralisées.
 - Les expériences de développement des filières permettent de penser que les petits exploitants sont en mesure d'accroître les rendements en lait et en viande à condition qu'ils bénéficient d'un accès satisfaisant aux marchés organisés, aux pâturages éloignés et à l'eau, et que leur cheptel soit moins exposé aux maladies animales.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

15. Le projet a pour finalité de contribuer à l'atténuation de la pauvreté rurale dans le pays grâce au renforcement de la résilience et à la hausse des revenus, et à la faveur d'une croissance économique plus vigoureuse au sein des communautés rurales qui vivent de l'agriculture. Les objectifs en matière de développement sont l'amélioration de la santé et de la productivité du cheptel et des pâturages, et le renforcement de la résilience des communautés pastorales face aux changements climatiques, de sorte que les bénéfices soient plus élevés et que la part qui revient aux éleveurs soit équitable. Le projet s'attaque aux principaux facteurs de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire. Dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), les principales priorités retenues par le Gouvernement kirghize et le FIDA pour les prochaines interventions du FIDA dans le pays sont l'amélioration équitable et durable des profits des petits exploitants et le renforcement de leur résilience face aux changements climatiques,

deux priorités auxquelles la finalité et les objectifs en matière de développement du projet répondent directement.

16. Le projet va également dans le sens du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux arrêté par le FIDA pour la période 2019-2021, dans lequel il est préconisé de renforcer l'impact des investissements du FIDA afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Ce projet, d'une durée de cinq ans, devrait permettre de venir en aide à au moins 557 000 ménages ruraux regroupés au sein de 454 unions d'usagers des pâturages (UUP), 141 associations d'usagers des forêts et 200 chaînes de valeur. La zone du projet couvre l'ensemble du territoire du pays. Les groupes cibles sont les suivants: i) ménages pratiquant l'élevage extensif mobile; ii) ménages prélevant les produits de la forêt; iii) ménages produisant du fourrage; iv) femmes et jeunes ruraux. Le ciblage reposera sur l'existence d'une ambition pour le village ou la capacité à en imaginer une, la précarité des moyens d'existence et la vulnérabilité sociale, en accord avec les thématiques transversales décrites aux paragraphes 10 et 11.

B. Composantes, résultats et activités

17. **Composante 1: gestion communautaire intégrée durable des écosystèmes forêts-parcours.** La composante 1 sera axée sur les changements de comportement en faveur d'une gestion durable des pâturages et des ressources forestières, dans le contexte de l'accroissement du cheptel et de l'aggravation des changements climatiques. Dans le cadre de cette composante, qui fera l'objet d'un suivi indépendant, il est prévu d'élaborer et d'exécuter des plans intégrés fondés sur des éléments factuels, visant à promouvoir une économie résiliente face aux changements climatiques et à restaurer les ressources dégradées. La mise en place d'un cadre unique de gestion des écosystèmes intégrant les ressources en parcours et en forêts prévue au titre de cette composante constitue une amélioration significative des dispositions institutionnelles relatives aux modalités de gestion des pâturages déjà soutenues par les précédentes interventions du FIDA. L'effet direct visé est la constitution d'écosystèmes intégrés forêts-parcours climatorésilients qui soient gérés de manière durable. L'objectif sera atteint dès lors que 3,68 millions d'hectares de pâturages et de forêts (50% des pâturages gérés par les UUP) seront soumis à des pratiques de gestion durables et climatorésilientes.
18. **Composante 2: renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments.** Dans le cadre du projet, la transition vers un élevage privilégiant la qualité plutôt que la quantité sera vivement encouragée. Le recours aux partenariats public-privé pour la gestion des ressources naturelles fondée sur les écosystèmes sera expérimenté; afin de mobiliser les investissements du secteur privé, un cadre d'action et un environnement institutionnel propices aux investissements verts et aux filières climatorésilientes seront mis en place, ce qui fournira des incitations économiques à se diversifier et à améliorer l'efficacité et la productivité des activités économiques existantes dans les zones cibles très dégradées. Pour ce qui est des effets directs, les capacités du pays en matière de sécurité sanitaire des aliments seront renforcées, et la production des petits éleveurs destinée au marché national et aux marchés d'exportation sera sûre. À terme, le projet devrait entraîner une augmentation de 15% de la valeur des exportations officielles de bétail et de produits de l'élevage par rapport à la moyenne mobile des cinq années précédentes.
19. **Composante 3: filières climatorésilientes pour les femmes et les jeunes.** Cette composante favorisera les filières climatorésilientes à faible émission de carbone, l'objectif étant d'améliorer l'état des écosystèmes et de renforcer la résilience des communautés locales; une attention particulière sera portée aux femmes et aux jeunes pauvres, surtout les jeunes femmes, qui sont davantage touchées par le chômage. Il s'agira d'aider certains acteurs des filières à s'orienter vers des activités plus vertes et plus résilientes et de favoriser une amélioration de la transparence des marchés et la compétitivité des produits commercialisés. Cette

évolution passera par une plus grande intégration des filières, une certification répondant aux besoins du marché et des stratégies de commercialisation solides. Elle aura pour effet d'ouvrir l'accès des femmes et des jeunes pauvres à des marchés rémunérateurs. L'objectif sera atteint dès lors que 4 500 femmes et jeunes vivant en milieu rural feront état d'une augmentation de leurs revenus d'au moins 30% grâce à la diversification.

20. **Composante 4: gestion du projet.** Dans le cadre de cette composante, il est prévu que l'Unité d'exécution des projets agricoles (APIU) du Ministère de l'agriculture assurera la gestion d'ensemble du projet.

C. Théorie du changement

21. Les écosystèmes d'élevage sont enfermés dans un cercle vicieux d'effondrement de la productivité: le surpâturage et la dégradation provoquent une diminution des quantités de fourrage disponibles, ce qui entraîne une baisse de la productivité de l'élevage, conduisant les ménages à accroître leur cheptel pour compenser les baisses de productivité, ce qui entraîne à son tour une aggravation de la dégradation.
22. Les groupes cibles détiennent les clés de la gestion durable des écosystèmes forêts-parcours: amélioration de la gestion des pâturages et des troupeaux, conservation des forêts et production de fourrage en quantité suffisante pour parer aux pénuries hivernales.
23. Pour exploiter ce potentiel, le projet misera sur la mise en place d'un cadre de gestion intégrée des ressources en pâturages et en forêts, l'amélioration des systèmes de production et des normes encadrant la transformation, et l'ouverture de perspectives de diversification. La gestion durable sera au cœur de ce projet, qui servira également à réorienter les stratégies relatives aux moyens d'existence des éleveurs pastoraux de manière à diversifier les sources de revenus et à passer du pastoralisme mobile traditionnel à un élevage mobile à vocation commerciale axé sur l'exportation, ce qui permettra d'améliorer l'état des pâturages, d'accroître la productivité et de valoriser davantage la production.

D. Alignement, appropriation et partenariats

24. **Alignement sur les objectifs de développement durable.** Le projet permettra de renforcer la résilience des moyens d'existence, d'améliorer la productivité des petits exploitants et des éleveurs pastoraux, et de développer la participation aux marchés, autant de facteurs qui contribueront à la réalisation de l'objectif 1 (pas de pauvreté). Il servira à renforcer la capacité des groupes de population vulnérables à générer des revenus monétaires, et il sera axé sur les petits exploitants, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs 5 et 10 (égalité entre les sexes et inégalités réduites). Les écosystèmes forêts-parcours en meilleure santé stockeront davantage de carbone et seront plus résilients face aux changements climatiques, contribuant ainsi à l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Les améliorations apportées aux pâturages permettront de restaurer les prairies et de lutter contre la déforestation, contribuant ainsi à l'objectif 15 (vie terrestre). Dans le secteur de l'élevage, le potentiel de profits reste en grande partie sous-exploité; en revanche, les effets des investissements sur la création d'emplois sont importants en raison du taux de croissance élevé du secteur, de l'intensité de main-d'œuvre et de la diversité des possibilités d'emploi. Par conséquent, le projet contribuera à la réalisation de l'objectif 8 (travail décent et croissance économique). En offrant des moyens d'existence viables dans les zones rurales et en utilisant les ressources locales, le projet contribuera aux objectifs 11 et 12 (villes et communautés durables, et consommation et production responsables). Enfin, le projet encouragera les partenariats entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile grâce à la mise en place d'une aide publique aux petites entreprises, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

25. **Appropriation par le pays et alignement sur les priorités nationales.** Le projet cadre parfaitement avec les politiques, le cadre réglementaire et les stratégies du Gouvernement, auxquels il apporte un appui, ce qui garantira une forte appropriation par le pays; à cet égard, il convient de mentionner plus particulièrement la Stratégie nationale de développement et le plan d'action correspondant pour la période 2017-2022, ainsi que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Kirghizistan, qui couvre la période 2018-2022. Le projet concorde parfaitement avec la Stratégie préliminaire de développement agricole élaborée par le Gouvernement pour la période 2017-2022. En particulier, il va dans le sens de l'un des objectifs de cette stratégie, qui vise à accroître les exportations grâce à l'introduction de nouvelles technologies et de produits innovants, et de l'importance qu'elle accorde à l'appui aux filières des sous-secteurs de la viande et des produits laitiers.
26. **Alignement sur les politiques et les priorités institutionnelles du FIDA.** Les priorités du projet ont été arrêtées conformément aux objectifs stratégiques du COSOP approuvé en avril 2018: i) améliorer équitablement et durablement les profits des petits exploitants; ii) renforcer la résilience des petits exploitants face aux changements climatiques. Le projet est également conforme à la vision stratégique et aux avantages comparatifs du FIDA tels qu'ils sont énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, et en particulier à ses trois objectifs stratégiques: i) renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; ii) accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; iii) renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience des activités économiques des populations rurales pauvres face aux changements climatiques.
27. **Synergies et partenariats potentiels.** Une collaboration sera instaurée avec les interventions en cours et futures de la Banque mondiale, de la Banque islamique de développement (BID), de la FAO, de l'Agence allemande de coopération internationale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. À la demande du Gouvernement, le FIDA négocie une possibilité de cofinancement avec le Fonds pour l'adaptation (9,2 millions d'USD sous forme de don) et avec le Fonds russo-kirghize de développement (10 millions d'USD, modalités de financement à confirmer). Le FIDA a également engagé des discussions avec la BID dans la perspective d'interventions conjointes dans l'oblast de Naryn afin de soutenir la production fourragère – la BID interviendrait dans le cadre de travaux de remise en état des infrastructures d'irrigation, tandis que le FIDA continuerait d'appuyer les fonds communautaires de semences fourragères mis en place dans le cadre de précédents projets.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

28. On estime à 65,206 millions d'USD environ (4,6 milliards de KGS) le coût total du projet (dépenses d'investissement et dépenses récurrentes supplémentaires), y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers.

Tableau 1

Coût du projet par composante et sous-composante

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Fonds pour l'adaptation		Fonds russo-kirghize de développement		Bénéficiaires		Gouvernement – taxes		Gouvernement – budget		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion communautaire intégrée durable des écosystèmes forêts-parcours																
1.1. Planification et suivi d'écosystèmes forêts-parcours climatorésilients	137	3,7	3 468	92,7	100	2,7	-	-	-	-	35	0,9	-	-	3 740	5,7
1.2. Investissements verts en faveur de la restauration des forêts et des parcours	13 517	44,8	69	0,2	5 620	18,6	-	-	10 971	36,4	3	-	-	-	30 179	46,3
Sous-total	13 654	40,3	3 537	10,4	5 720	16,9	-	-	10 971	32,3	37	0,1	-	-	33 919	52,0
2. Renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments																
2.1. Renforcement du système vétérinaire public-privé	2 518	63,7	1 118	28,3	-	-	-	-	-	-	317	8,0	-	-	3 953	6,1
2.2. Appui aux institutions publiques chargées de la sécurité sanitaire des aliments	3 721	68,7	1 317	24,3	-	-	-	-	-	-	316	5,8	60	1,1	5 414	8,3
Sous-total	6 240	66,6	2 435	26,0	-	-	-	-	-	-	633	6,8	60	0,6	9 367	14,4
3. Filières climatorésilientes pour les femmes et les jeunes																
3.1. Développement de filières climatorésilientes	-	-	410	88,0	56	12,0	-	-	-	-	-	-	-	-	466	0,7
3.2. Financement de filières climatorésilientes	3 101	15,4	1 029	5,1	3 000	14,9	10 000	49,7	3 000	14,9	-	-	-	-	20 129	30,9
Sous-total	3 101	15,1	1 439	7,0	3 056	14,8	10 000	48,6	3 000	14,6	-	-	-	-	20 595	31,6
4. Gestion du projet																
Gestion du projet	40	3,0	840	63,4	427	32,2	-	-	-	-	18	1,4	-	-	1 325	2,0
Total	23 034	35,3	8 250	12,7	9 203	14,1	10 000	15,3	13 971	21,4	689	1,1	60	0,1	65 206	100,0

∞

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Fonds pour l'adaptation		Fonds russo-kirghize de développement		Bénéficiaires		Gouvernement – taxes		Gouvernement – budget		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement																
A. Travaux de génie civil	997	89,3	-	-	-	-	-	-	-	-	119	10,7	-	-	1 116	1,7
B. Équipement, biens et véhicules																
Biens, équipement et matériel	3 114	90,3	-	-	-	-	-	-	-	-	335	9,7	-	-	3 450	5,3
Véhicules	903	89,3	-	-	-	-	-	-	-	-	108	10,7	-	-	1 011	1,6
Sous-total	4 018	90,1	-	-	-	-	-	-	-	-	443	9,9	-	-	4 461	6,8
C. Assistance technique, études, formation et ateliers																
Formation et ateliers	101	18,0	462	82,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	563	0,9
Assistance technique internationale	-	-	429	85,5	28	5,5	-	-	-	-	45	9,0	-	-	502	0,8
Assistance technique nationale ^a	-	-	5 690	99,0	56	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	5 746	8,8
Sous-total	101	1,5	6 581	96,6	84	1,2	-	-	-	-	45	0,7	-	-	6 812	10,4
D. Dons																
Autres dons	800	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	800	1,2
Dons	16 617	41,2	1 029	2,6	8 692	21,6	-	-	13 971	34,7	-	-	-	-	40 309	61,8
Sous-total	17 417	42,4	1 029	2,5	8 692	21,1	-	-	13 971	34,0	-	-	-	-	41 109	63,0
E. Prêt externe	-	-	-	-	-	-	10 000	100,0	-	-	-	-	-	-	10 000	15,3
Total des dépenses d'investissement	22 533	35,5	7 610	12,0	8 776	13,8	10 000	15,7	13 971	22,0	608	1,0	-	-	63 498	97,4
II. Dépenses récurrentes																
A. Salaires, traitements et indemnités	-	-	498	60,0	332	40,0	-	-	-	-	-	-	-	-	830	1,3
B. Fonds social	-	-	74	60,0	49	40,0	-	-	-	-	-	-	-	-	123	0,2
C. Autres dépenses de fonctionnement																
Véhicules	-	-	22	53,6	15	35,7	-	-	-	-	4	10,7	-	-	41	0,1
Frais de bureau	501	70,2	46	6,4	31	4,3	-	-	-	-	76	10,7	60	8,4	714	1,1
Sous-total	501	66,3	68	9,0	45	6,0	-	-	-	-	81	10,7	60	7,9	755	1,2
Total des dépenses récurrentes	501	29,3	640	37,5	427	25,0	-	-	-	-	81	4,7	60	3,5	1 708	2,6
Total	23 034	35,3	8 250	12,7	9 203	14,1	10 000	15,3	13 971	21,4	689	1,1	60	0,1	65 206	100,0

^a Ce montant comprend également les coûts afférents à l'Agence de développement communautaire et d'investissement. Les coûts unitaires de l'assistance technique nationale comprennent un prélèvement de 17,25% servant à alimenter le fonds social.

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion communautaire intégrée durable des écosystèmes forêts-parcours												
1.1. Planification et suivi d'écosystèmes forêts-parcours climatorésilients	1 562,3	41,8	651,8	17,4	584,8	15,6	483,2	12,9	457,5	12,2	3 739,7	5,7
1.2. Investissements verts en faveur de la restauration des forêts et des parcours	99,3	0,3	7 350,0	24,4	8 740,0	29,0	8 290,0	27,5	5 700,0	18,9	30 179,3	46,3
Sous-total	1 661,6	4,9	8 001,8	23,6	9 324,8	27,5	8 773,2	25,9	6 157,5	18,2	33 919,0	52,0
2. Renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments												
2.1. Renforcement du système vétérinaire public-privé	1 271,4	32,2	1 480,4	37,4	498,4	12,6	473,4	12,0	229,9	5,8	3 953,5	6,1
2.2. Appui aux institutions publiques chargées de la sécurité sanitaire des aliments	2 553,7	47,2	1 009,9	18,7	1 162,3	21,5	406,5	7,5	281,2	5,2	5 413,6	8,3
Sous-total	3 825,1	40,8	2 490,3	26,6	1 660,7	17,7	879,9	9,4	511,0	5,5	9 367,0	14,4
3. Filières climatorésilientes pour les femmes et les jeunes												
3.1. Développement de filières climatorésilientes	130,0	27,9	186,0	39,9	100,0	21,5	50,0	10,7	-	-	466,0	0,7
3.2. Financement de filières climatorésilientes	-	-	10 264,6	51,0	6 376,4	31,7	3 488,2	17,3	-	-	20 129,2	30,9
Sous-total	130,0	0,6	10 450,6	50,7	6 476,4	31,4	3 538,2	17,2	-	-	20 595,2	31,6
4. Gestion du projet												
Gestion du projet	89,6	6,8	40,0	3,0	392,7	29,6	400,0	30,2	402,5	30,4	1 324,8	2,0
Sous-total	89,6	6,8	40,0	3,0	392,7	29,6	400,0	30,2	402,5	30,4	1 324,8	2,0
Total	5 706,3	8,8	20 982,7	32,2	17 854,6	27,4	13 591,4	20,8	7 071,0	10,8	65 206,0	100,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

29. Le FIDA accordera un prêt de 23,03 millions d'USD (35,3% du coût total du projet) et un don de 8,25 millions d'USD (12,6% du coût total du projet). Le Fonds pour l'adaptation apportera un financement complémentaire d'un montant de 9,2 millions d'USD. En outre, le Fonds russo-kirghize de développement devrait apporter un cofinancement de 10 millions d'USD. Le financement parallèle d'environ 20 millions d'USD que la BID pourrait accorder serait consacré à des travaux de remise en état des infrastructures d'irrigation, au profit des bénéficiaires des fonds communautaires de semences fourragères.
30. La contribution en espèces du Gouvernement (60 000 USD) prendra en charge 0,6% de la composante 2 portant sur le renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments. Le Gouvernement prendra également à sa charge l'ensemble des taxes et droits, dont le montant est estimé à environ 0,689 million d'USD. La contribution des bénéficiaires est estimée à 13,97 millions d'USD sous forme de contributions en espèces et en nature, dans des proportions différentes selon le type d'activité. Les composantes 1) (gestion communautaire intégrée durable des écosystèmes forêts-parcours), 2) (renforcement du système de sécurité sanitaire des aliments) et 3) (filières climatorésilientes pour les femmes et les jeunes) sont en partie comptabilisées à titre de financement de l'action climatique. Calculé selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué au projet par le FIDA en faveur du financement de l'action climatique est estimé à 8 822 000 USD, soit 28% du montant total alloué au projet par le FIDA, répartis comme suit: 7 654 000 USD au titre des mesures d'adaptation et 1 168 000 USD au titre des mesures d'atténuation. Si l'investissement du Fonds pour l'adaptation

ne se concrétisait pas, les fonds du FIDA tels qu'ils existent dans le montage actuel pourraient être réaffectés de manière à rééquilibrer l'ensemble du financement. Cela se traduirait par une réduction de la taille du projet, mais n'entraînerait aucune modification fondamentale.

Décaissement

31. Le projet sera exécuté sur une période de cinq ans; le ratio dépenses d'investissement/dépenses récurrentes sera de 97/3. Les principales catégories de dépenses sont les travaux de génie civil, l'équipement, les biens et les véhicules, l'assistance technique, les études, la formation et les ateliers, et les dons (au titre des dépenses d'investissement); les salaires, les traitements et les indemnités, et les dépenses de fonctionnement (au titre des dépenses récurrentes). Les fonds affectés au projet transiteront par des comptes désignés ouverts en dollar des États-Unis et en soms kirghizes pour chaque source de financement. Le budget et les dépenses effectives correspondant à chacune des sources de financement seront enregistrés séparément dans le logiciel de comptabilité, ce qui permettra d'assurer une planification et un suivi à la fois distincts et consolidés. Les fonds du projet seront décaissés sur la base des rapports transmis: l'APIU et l'Agence de développement communautaire et d'investissement (ARIS), qui soumettront chaque trimestre un rapport financier intermédiaire, établiront des demandes de retrait selon le principe du fonds renouvelable.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Le projet devrait contribuer à accroître ou renforcer: i) la production et la productivité de l'élevage au niveau des exploitations; ii) la quantité et la qualité des produits de l'élevage disponibles pour la transformation et la consommation; iii) la diversification de la production; iv) la commercialisation du secteur, accompagnée d'une amélioration des perspectives d'emploi et d'une hausse des revenus des bénéficiaires; v) les capacités et les moyens d'existence des femmes et des jeunes; vi) la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la résilience face aux changements climatiques.
33. Compte tenu des flux d'avantages et de coûts, le scénario de base table sur un taux de rentabilité économique du projet estimé à 24,6%, et sur une valeur actuelle nette économique du flux net des avantages du projet de 27,6 millions d'USD, avec un taux d'actualisation de 10%. Ces chiffres montrent que le projet est économiquement viable et justifié et que son financement est à recommander.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

34. Les principaux risques auxquels le projet est exposé sont décrits dans le tableau 4 ci-après.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Maladies animales transfrontières: une épidémie pourrait entraîner des répercussions préjudiciables sur l'un des effets directs attendus de la composante 2, à savoir l'augmentation des exportations officielles de bétail et de produits de l'élevage.	Modéré	Renforcer les capacités du personnel du Service national d'inspection de la sécurité sanitaire, vétérinaire et phytosanitaire (SIVPSS) pour promouvoir les normes définies dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); mettre à niveau les compétences des laboratoires de diagnostic; participer à la stratégie mondiale arrêtée par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale.
Refus de l'équivalence: la demande de reconnaissance de l'équivalence avec les partenaires commerciaux présentée par le SIVPSS est refusée.	Faible	Former le personnel des services chargés de l'épidémiologie et des mesures sanitaires et phytosanitaires du SIVPSS afin qu'il sache utiliser pendant les négociations les normes définies dans l'Accord SPS et dans les codes de l'Organisation mondiale de la santé animale et les autres normes internationales.
Marchés: fortes fluctuations des prix et vive concurrence des importations et des autres entreprises agricoles nationales.	Modéré	Formation des acteurs des filières en matière de positionnement des produits et de diversification.
Contrats collectifs: les obligations contractuelles, par exemple en ce qui concerne la livraison des produits aux points de collecte, ne sont pas entièrement respectées et les contrats informels ou officiels sont rompus.	Modéré	Formation des acteurs des filières à la gestion d'entreprise, et suivi régulier.
Risque global	Modéré	

35. Sur le plan de la gestion financière, le projet est exposé aux principaux risques suivants:

Tableau 5
Risques de gestion financière

<i>Indicateur</i>	<i>Risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>	<i>Risque résiduel</i>
Flux de fonds	Exposition à des pertes de change découlant de l'évolution du taux de change entre le dollar des États-Unis et la monnaie locale; perception tardive des contributions du Gouvernement, entraînant le risque que le FIDA doive avancer les sommes en jeu; perception tardive des contributions que les communautés versent au titre du mécanisme de dons de contrepartie.	Modéré	i) Un logiciel de comptabilité comprenant un module de prévision des flux de trésorerie est utilisé pour déterminer au jour le jour les besoins de trésorerie en monnaie locale; ii) les fonds du projet sont détenus sur le compte libellé en dollar des États-Unis jusqu'à ce qu'ils soient nécessaires, ce qui limite l'exposition aux fluctuations du taux de change; iii) mise au point et description dans le manuel financier d'une procédure de concertation avec le Gouvernement (par l'intermédiaire de l'APIU) lorsque les contributions du Gouvernement ne sont pas versées en temps voulu; iv) remontée rapide du problème au Gouvernement afin de réduire les retards.	Faible
Contrôle interne	Une part importante du budget du projet prendra la forme de dons aux communautés et sera dépensée par plusieurs petits organismes d'exécution; or le cadre de contrôle interne de ces structures est généralement jugé insuffisant compte tenu de l'étendue géographique du projet. L'APIU fera appel à plusieurs petits organismes d'exécution, et il est possible que certains d'entre eux ne soient pas dotés d'un cadre de contrôle interne solide.	Substantiel	i) Les partenaires d'exécution adressent à l'APIU des rapports mensuels qu'elle enregistre dans le logiciel de comptabilité après les avoir examinés et contrôlés; ii) l'ARIS est responsable de l'exécution au niveau des communautés et dispose dans chaque oblast d'un bureau doté d'une structure de gestion financière qui supervise les activités au niveau des communautés; iii) le manuel financier doit décrire en détail les contrôles portant sur le versement/décaissement des dons aux communautés et sur le versement/décaissement de fonds aux petits organismes d'exécution partenaires; iv) l'APIU et l'ARIS font l'objet d'un examen par la Cour des comptes.	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

36. Le projet est classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur le plan environnemental et social. Le projet favorisera la gouvernance durable et la gestion intégrée des ressources en forêts et en parcours dans le contexte de l'évolution des conditions climatiques. Les investissements dans les infrastructures de pâturage et les dons accordés pour appuyer les activités des femmes et des jeunes des zones rurales sont modestes et seront conformes à la réglementation nationale en matière d'environnement, de travail et de sécurité au travail. Ils ne devraient pas avoir de répercussions négatives sur les plans social et environnemental.

C. Classement au regard des risques climatiques

37. Le projet est exposé à des risques climatiques jugés élevés. Du fait de son relief montagneux, le Kirghizistan subit des phénomènes climatiques extrêmes prenant la forme d'inondations, de coulées de boue ou d'épisodes de sécheresse. Le projet vise à restaurer des zones fortement dégradées comme les versants ou les pentes déboisées. Pour faire face aux défis climatiques, le principal point d'ancrage du projet consiste à faciliter la planification intégrée des zones de forêts et de parcours, sous le contrôle des UUP et des *leskhoz* (unités de gestion territoriale). Le projet servira à financer des activités d'adaptation sous la forme de plans de gestion intégrée, moyennant un programme de dons accordés après mise en concurrence, et il est également prévu de lever des fonds supplémentaires en faveur de l'action climatique auprès du Fonds pour l'adaptation afin d'élargir

l'impact de ce programme. Une évaluation des risques climatiques a été réalisée lors de la conception du projet.

D. Soutenabilité de la dette

38. En septembre 2020, la dette extérieure du Kirghizistan a atteint le niveau record de 8,7 milliards d'USD, avant d'amorcer une légère baisse pour s'établir à 8,6 milliards d'USD au premier trimestre de 2021. L'augmentation de la valeur nominale de la dette extérieure est principalement due aux variations de taux de change résultant de la dévaluation du som, ainsi qu'aux effets de la pandémie de COVID-19. En mars 2021, le PIB nominal était de 1,4 milliard d'USD, soit 1 milliard d'USD de moins qu'au dernier trimestre de 2020 (2,4 milliards d'USD en décembre 2020). D'ici à la fin de 2021, la dette publique devrait représenter 63% du PIB.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

39. Le Ministère de l'agriculture assumera la responsabilité globale de la gestion du projet pour le compte du Gouvernement. Le projet fonctionnera sous la direction d'un comité de pilotage auquel siégeront des représentants des institutions suivantes: Ministère de l'agriculture (présidence du comité), Agence nationale pour la protection de l'environnement et la foresterie (autorité nationale désignée assurant la coprésidence du comité), Ministère des situations d'urgence, Agence nationale pour l'autonomie locale et les relations interethniques et Agence nationale de l'architecture, de la construction, du logement et des services collectifs. Seront membres de ce comité de pilotage, en qualité d'observateurs, des représentants de la société civile, des universités du pays et du secteur de la recherche.
40. L'APIU du Ministère de l'agriculture et l'ARIS, deux organismes qui participent actuellement à l'exécution du portefeuille de projets en cours du FIDA, seront les principaux responsables de l'exécution du projet. L'APIU assumera la responsabilité globale de la supervision et de la coordination, tandis que l'ARIS se chargera de tous les aspects concernant les communautés et la gestion des dons accordés dans le cadre du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. **Gestion financière.** Le FIDA considère que l'APIU et l'ARIS disposent des compétences de gestion financière et des capacités requises pour exécuter le projet. L'APIU gèrera la majeure partie du budget du projet et sera le principal responsable de l'établissement des budgets et rapports consolidés. L'ARIS et les autres organismes d'exécution seront responsables des dépenses du projet liées aux enveloppes allouées aux différentes composantes et chargés d'en rendre compte à l'APIU. Avant le démarrage de l'exécution, les postes vacants, en particulier au siège de l'ARIS et dans ses bureaux implantés dans les oblasts, devront être pourvus, et l'APIU et l'ARIS devront avoir terminé de configurer le projet dans le logiciel de comptabilité. L'APIU devra améliorer la procédure d'élaboration des plans de travail et budgets annuels (PTBA), en faisant en sorte que tous les organismes fournissent des données budgétaires conformes aux exigences du FIDA. L'APIU devra s'attacher à améliorer le suivi du projet en établissant chaque trimestre un état comparatif entre le budget consolidé et les dépenses effectives et en réglant dans les meilleurs délais les problèmes rencontrés en cours d'exécution.
42. La passation des marchés de biens, de travaux et de services dans le cadre du projet sera effectuée par les services des achats de l'APIU et de l'ARIS, conformément à leurs responsabilités respectives en matière d'exécution. Les antécédents de ces deux organismes en matière d'application des règles de

passation des marchés du FIDA et de la Banque mondiale sont satisfaisants. Les marchés seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière.

43. La conception du projet comprend diverses mesures visant à assurer la bonne gouvernance sous ses différents aspects: la responsabilité et la transparence opérationnelles globales, la gestion financière, les contrats de fourniture de biens et services, la gouvernance environnementale, l'égalité femmes-hommes, et les mécanismes de traitement et de règlement des plaintes.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

44. **Planification.** La période couverte par chaque PTBA coïncidera avec l'exercice budgétaire de l'État, qui va de janvier à décembre. Les PTBA seront élaborés selon une approche participative. L'ARIS et les autres organismes d'exécution établiront les PTBA pour les composantes relevant de leur responsabilité, après consultation des parties intéressées, et les soumettront à l'APIU pour accord final et consolidation.
45. **Suivi-évaluation.** Le cadre logique du projet et le cadre de résultats du COSOP serviront de référence pour le dispositif global de suivi-évaluation axé sur les résultats, comprenant un suivi de la performance et une étude d'impact. Le personnel du suivi-évaluation au sein de l'APIU pilotera toutes les activités internes de suivi-évaluation du projet.
46. **Gestion des savoirs et communication stratégique.** Dans le cadre du programme de pays, la gestion des savoirs permettra de constituer un corpus de savoirs rassemblant des données exploitables susceptibles d'être utilisées pour répondre plus efficacement aux défis que le projet doit servir à relever. Elle comprendra une stratégie de communication s'adressant aux groupes de parties prenantes concernés à l'aide de plusieurs outils: un site Web dédié qui sera utilisé pour communiquer des informations de base sur les caractéristiques du projet et des informations actualisées sur son exécution, des plateformes de gestion des données permettant de tenir à jour les statistiques et une banque de données regroupant les supports de connaissances comme des rapports et des études, à des fins d'analyse et d'élaboration de rapports officiels, ainsi que des brochures, des plaquettes et des supports de communication audiovisuelle pour les besoins des activités de sensibilisation et de formation.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

47. Le projet introduira une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles dans le cadre de laquelle les organes représentatifs des principales parties prenantes, plutôt que les communautés agissant isolément, résolvent les problèmes d'utilisation des terres à l'échelle du district. Seront associées à cette démarche les institutions qui gèrent actuellement les pâturages, les parcours et les forêts. La consultation, la planification et la coordination conjointes associant toutes les parties prenantes concernées dans le cadre d'une approche écosystémique commune se traduiront par l'obtention rapide de résultats durables en matière de gouvernance et de gestion. Le système de suivi-évaluation fondé sur des données concrètes à l'échelle nationale qu'il est proposé de mettre en place pour les pâturages et les forêts est une autre caractéristique innovante du projet. En outre, une consultation participative sera lancée en vue de rationaliser le mandat des trois administrations ou ministères qui participent indirectement à la certification de la sécurité sanitaire des aliments, et servira de point de départ à une expérimentation conduite sur le terrain afin d'actualiser à moindre coût les données d'identification des bovins.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

48. Deux organismes déjà en place, l'APIU et l'ARIS, seront chargés d'exécuter le projet. Par conséquent, les fondements de la structure d'exécution devraient être prêts lors de l'entrée en vigueur. Le recrutement des coordonnateurs et autres spécialistes indispensables à un démarrage rapide de l'exécution, comme prévu dans le plan de passation des marchés, devrait débuter dès que l'accord de financement sera ratifié.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

49. Le FIDA exercera une supervision permanente, et un appui sera fourni pour résoudre les problèmes qui pourraient survenir en cours d'exécution. Les missions de supervision auront lieu au moins une fois par an et seront organisées par le pôle sous-régional du FIDA situé à Istanbul. Un examen à mi-parcours sera réalisé trois ans après le démarrage du projet. Au terme du cycle d'exécution du projet, le Gouvernement, en coordination étroite avec le FIDA, procédera à l'examen à l'achèvement afin de rendre compte des résultats obtenus grâce aux interventions mises en œuvre. À l'achèvement du projet, une attention particulière sera portée à l'apprentissage, car cet aspect permet de dégager des informations utiles afin d'améliorer la conception et la programmation des futurs programmes et projets.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement entre la République kirghize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/au Bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié est joint à l'appendice I.
51. La République kirghize est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République kirghize un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de seize millions deux cent soixante-quatorze mille droits de tirage spéciaux (16 274 000 DTS), équivalant approximativement à vingt-trois millions trente-quatre mille dollars des États-Unis (23 034 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République kirghize un don d'un montant de cinq millions huit cent vingt-neuf mille droits de tirage spéciaux (5 829 000 DTS), équivalant approximativement à huit millions deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (8 250 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Regional Resilient Pastoral Communities Project (RRPCP)"

(Negotiations concluded on 17 November 2021)

Loan Number: [click and insert number]

Grant Number: [click and insert number]

Project Title: Regional Resilient Pastoral Communities Project (RRPCP) (the "Project")

The Kyrgyz Republic (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

The Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this financing agreement (the "Agreement"): this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as most recently amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (together referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this present Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is sixteen million two hundred seventy four thousand SDR (SDR 16 274 000).

B. The amount of the Grant is five million eight hundred twenty nine thousand SDR (SDR 5 829 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum if the Loan was approved by the Fund's Executive Board (the "EB") in December 2021. The service charge will be payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The

Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's EB. The principal of the Loan will be repaid at four and half per cent (4.5%) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1%) of the total principal per annum for years thirty-first (31) to forty (40).

3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be four (4) Designated Accounts denominated in United States Dollars (USD) opened by the Borrower/Recipient in a commercial bank identified by the Ministry of Finance (the "MoF") through which the proceeds of the IFAD Financing shall be channeled. Two Designated Accounts shall be for the Agricultural Projects Implementation Unit (the "APIU"); one for the Loan and one for the Grant, and two for the Community Development and Investment Agency (the "ARIS").
7. There shall be four (4) Project Accounts in local currency opened by the Borrower/Recipient to receive and hold the proceeds of the Financing transferred from the Designated Accounts.
8. The Borrower/Recipient shall contribute to the Project in an amount of seven hundred ninety nine thousand United States Dollars (USD 799,000) including the payment of taxes and duties levied in the implementation of the Project as well as to cover part of the operational expenditures of state bodies involved in the implementation of the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency (the "LPA") shall be the Ministry in charge of Agriculture of the Kyrgyz Republic.
2. The following are designated as additional Project Parties: (a) the APIU; (b) the ARIS; (c) the State Inspectorate for Veterinary and Phytosanitary Security (SIVPS); (d) the Kyrgyz Agrarian University (KNAU); (e) the Department of Chemicalization, Plant Protection and Quarantine under the MoA; (f) the Pasture and Livestock Breeding Department under the MoA; (g) the State Forestry Agency; (h) Kyrgyz Livestock and Pasture Research Institute (KLPRI); (i) Kyrgyz Scientific Research Veterinary Institute (KSRVI), and (j) Kyrgyz Veterinary Association (KVA).
3. The Project Completion Date shall be the sixth (6th) anniversary of the date of entry into force of this present Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with procurement methods and any other measures identified by IFAD.

Section D

The Fund will administer the Financing and will supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Steering Committee (the "SC") referred to in paragraph 6 of Schedule 1 to this present Agreement shall have been duly established and fully functioning;
 - (b) The Project key personnel (namely the APIU Director, the APIU Finance Manager and the APIU Procurement Manager) subject to no objection by the Fund, shall have been duly appointed;
 - (c) The draft Project Implementation Manual (the "PIM"), referred to in section C part II of Schedule 1 to this Agreement shall have been submitted and no-objected by the Fund.
 - (d) A fully functional accounting software shall have been established at the APIU and ARIS levels, to the satisfaction of the Fund.
 - (e) The designated account and the operating accounts are opened and the sample signatures have been sent to IFAD.
 - (f) The necessary contractual arrangement between the MoF and ARIS shall be concluded, in order to set the terms and conditions of their cooperation for the implementation of the Project, subject to a non-objection from the Fund.
2. The following are designated as additional ground for suspension of this Agreement:
 - (a) The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.
 - (b) The Project key personnel (namely the APIU Director, the APIU Finance Manager and the APIU Procurement Manager) are appointed, transferred or removed from their functions without the prior concurrence of the Fund.
 - (c) The necessary contractual arrangement between the MoF, and ARIS shall be concluded, in order to set the terms and conditions of their cooperation for the implementation of the Project, subject to a non-objection from the Fund.
3. This present Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

[click and type title of the representative]

[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

KYRGYZ REPUBLIC

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project has a national coverage. It will primarily support vulnerable rural households whose livelihoods depend on rangelands and forests, comprising: (i) households practicing mobile extensive livestock rearing; (ii) households extracting forest products; (iii) households producing fodder; and (iv) rural women and youth. Particular attention will be given to the participation of women and youth.

2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to rural poverty alleviation in the country through increased resilience, incomes and enhanced economic growth in rural farming communities.

3. *Objectives.* The objective of the Project is improved livestock, pasture health and productivity and enhanced climate resilience of pastoral communities reflected in improved and equitable returns to pastoral farmers.

4. *Components.* The Project shall consist of the following three (3) Components:

4.1. Component 1. Sustainable community-based integrated forest-rangeland ecosystem management. The objective of this Component is resilient and sustainable management of integrated forest-rangeland ecosystems.

4.1.1. *Sub-component 1.1: Climate resilient forest-rangeland ecosystem planning and monitoring.* This sub-component will improve the governance and sustainable use of forest-rangeland resources. Sustainable pasture management will include practices in grazing management, herd management, reducing grazing pressures and pasture rehabilitation and maintenance of infrastructure.

4.1.2. *Sub-component 1.2: Green investments for forest and rangeland rehabilitation.* This sub-component will support implementation of plans in Pasture Users Unions (PUUs) and Leskhozoes/forest users associations within the target districts through two windows of intervention (for PUUs Leskhozoes/forest users associations).

4.2. Component 2: Strengthening the Food Safety System. The objective of this component is to strengthen the Kyrgyz livestock sanitary system to support the production of safe products for national and export markets.

4.2.1. *Subcomponent 2.1: Strengthening the public-private veterinary system.* This subcomponent will strengthen the public private veterinary system through the strengthening of the country's capacity for food safety.

4.2.2. *Subcomponent 2.2 Supporting the State Food Safety Institutions.* This subcomponent will support food safety institutions through the introduction of modern food safety certification procedure.

4.3. Component 3: Climate resilient value chains for women and youth. The objective of this Component is to strengthen value chain actors, with focus on poor women and youth, to invest in profitable value chains through linking them with financial products.

4.3.1. *Subcomponent 3.1 Climate-resilient value chains development.* This Subcomponent will provide a comprehensive capacity development across a number of

selected value chains, from planning to marketing. It will also identify adaptation needs and best climate interventions.

4.3.2. *Subcomponent 3.2 Climate-resilient value chains financing.* This sub-component will support participants of selected value chains through climate sensitive competitive demand-driven investment packages that include a grant element. The Project will also partner with Financial Service Providers (FSPs), subject to no objection by the Fund, targeting agricultural development to link them with actors in the selected value chains.

4.4 **Component 4: Project Management.** This component shall provide financing for the overall management of the Project

II. Implementation Arrangements

A. Organisation and management

5. *The Lead Project Agency (LPA):* The MoA will be the Lead Project Agency for the Project.

6. *Steering Committee (SC): Establishment and composition:* The SC will be formed by the following institutions: MoA (Chair of the SC), the Ministry of Natural Resources, Environment and Technical Supervision (Co-Chair of the SC), the Ministry of Emergency Situations, the State Agency for Architecture, Construction, Housing, and Communal Services and the representatives of three NGOs in agriculture. The Steering Committee will include, as observers, representatives of civil society as well as of national academia and the research sector of the country.

7. *Responsibilities:* the SC will have the following main functions: i) provide political and strategic orientation; ii) secure good inter-institutional coordination; iii) promote and enhance coordination within the donors' community; and iv) review and approve the annual work plans and budgets.

8. *The Agricultural Projects Implementation Unit (APIU). Core activities:* Under the MoA and in collaboration with ARIS, APIU will have overall responsibility for Project implementation, coordination, oversight and reporting to IFAD and the Cabinet of Ministers of the Kyrgyz Republic. Other APIU's core responsibilities include inter alia (i) financial management, comprising procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting, (ii) managing the performance of the partner national organizations responsible for implementation of specific Project activities; (iii) establishing commissions for procurement procedures, shortlisting, evaluating, contracting and managing the performance of service providers, (iv) overall Project monitoring and evaluation (M&E), (v) preparing, consolidating and approving the staffing table, the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and submitting it to IFAD and the Ministry of Finance of the Kyrgyz Republic for approval; and (vi) maintaining a results-based system of assessing the performance of the partner organizations employing trigger and benchmarks.

9. *Component activities: The following activities shall be implemented by the APIU:*

- a) Subcomponent 1.1 in full, excluding activities that are implemented by ARIS related to mobilization and awareness building of community and smallholders' groups;
- b) Component 2 in full, with the relevant implementation partners.
- c) Component 3 related to oversight of the selection of value chains.

10. *Community Development and Investment Agency (ARIS). Core activities.* ARIS will have the overall responsibility for the Project implementation at the community level, focused on Community Landscape Management Groups (CLMGs), PUUs, Leshozes and forest users' associations; and smallholders' groups including the administration of all Project grant funds. ARIS will also ensure (i) coordination and accountability for effective performance of the combination of its own ARIS staff and technical inputs from the government's agencies, public organizations and NGOs which may be contracted by ARIS to implement parts of project activities specified in the Project design and other project's contracted service providers in implementation of the community-focused activities for which ARIS is responsible, (ii) the M&E of its own activities, including monitoring of performance indicators, assembly and dissemination of information for knowledge management, and the related reporting both to its own management and to the APIU to ensure that the APIU is fully informed and can provide timely and appropriate guidance to ARIS and, (iii) the Financial management of all its activities including procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting.

11. *Component activities. The following activities shall be implemented by ARIS:*

- a) some elements of Subcomponent 1.1 related to mobilization and awareness building of community and smallholders' groups;
- b) all of Subcomponent 1.2, and
- c) Component 3 in full, where APIU will exercise oversight on the selection of value chains.

12. *Knowledge Management.* RRPCP is expected to generate learning and knowledge on several aspects that will be documented for sharing with key decision-makers and for policy advocacy.

B. Project Implementation Manual (the "PIM")

13. *Preparation.* The Borrower/Recipient shall prepare, in accordance with terms of reference subject to no objection by the Fund, a PIM, which shall include, among other arrangements: (i) institutional coordination including composition of SC, and day-to-day execution of the Project; (ii) Project budgeting, disbursement, financial management, procurement monitoring, evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Project component; and (iv) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project.

14. *Approval and Adoption.* The LPA shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The LPA shall adopt the PIM in the form approved by the Fund, and the LPA shall promptly provide copies thereof to the Fund. The Borrower/Recipient shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived, the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of the Fund.

C. Procurement

15. Procurement for the purpose of this Agreement shall be carried out in accordance with the Fund's Project Procurement Guidelines of 2019 as amended from time to time. No vaccines shall be procured without being certified by a Reference Laboratory of the World

Organisation of Animal Health (the "OIE"). Specifications for vaccines procured for animal diseases shall be based on international standards developed or recommended by the OIE.

D. Supervision

16. Under the responsibility of the LPA, an MTR shall be conducted at the end of the third Project Year, to assess the progress, achievements, constraints, emerging impact and likely sustainability of the Project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Borrower/Recipient and the Fund.

Schedule 2*Allocation Table*

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures (defined in GC Section 4.08) to be financed by the IFAD Loan and the IFAD Grant; the allocation of the amounts of the IFAD Loan and the IFAD Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category: (see GC Section 4.07(a))

Category	IFAD Loan Amount (in SDR)	IFAD Grant Amount (in SDR)	Percentage
I. Civil Works	634 000		100% net of taxes
II. Equipment, Goods and Vehicles	2 555 000		100% net of taxes
III. Technical Assistance, Studies, Training and Workshops	64 000	4 185 000	100% net of taxes
IV. Grants	11 075 000	654 000	100% net of taxes & beneficiaries contribution
V. Operating Expenses	319 000	407 000	100% net of taxes & government contribution
Unallocated	1 627 000	583 000	
Total	16 274 000	5 829 000	

(b) The terminology used in the table above is defined as per the:

- I. Category I "Civil Works" includes inter alia costs of renovation of parts of the building of the Ministry of Agriculture, repair of SIVPSS building for an Education center, renovation of laboratories in Serology Department, Virology Department, Bacteriology & Lepto Department in Bishkek, renovation for Parasitology Department and refurbishing of Epidemiology Department and Ascoli Department in Bishkek and renovation of the General laboratory in Osh; to be financed 100% from IFAD loan net of taxes.
- II. Category II "Equipment, Goods and Vehicles" includes inter alia costs of equipment, materials, goods and vehicles to be financed 100% from IFAD loan net of taxes and duties.
- III. Category III "Technical Assistance, Studies, Training and Workshops" includes inter alia international and national technical assistance, studies, surveys, audit, accounting software and ARIS facilitation for community work to be financed from the IFAD Grant.
- IV. Category IV "Grants". Financing of grants shall be financed as per financing shares agreed with IFAD. This category includes inter alia provision of grants to PUUs and Leskhozoes on competitive basis to be financed by IFAD Loan and

beneficiaries; Diversification grants for women and youth grants to be financed by IFAD Loan, IFAD Grant and beneficiaries, and Scholarship Fund for faculty MS / PhD degrees to be financed 100% from IFAD Loan.

- V. Category V "Operating Cost" includes inter alia remuneration of APIU staff, allowances and contribution to the social fund of the Kyrgyz Republic to be financed from the IFAD Grant; office running and/or vehicles fuel & maintenance for Forestry Agency, KG sanitary system institutions, and Department of Quarantine & Plant Protection to be financed 100% from IFAD Loan.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Financing if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this present Agreement.

2. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower/Recipient shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken¹

3. *Land tenure security.* The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

4. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower/Recipient shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower/Recipient shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower/Recipient shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

7. *The Key Project Personnel* are the APIU Director, the APIU Finance Manager and the APIU Procurement Manager. In order to assist in the implementation of the Project, the APIU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the APIU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit of measurement	Base line	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project	Male	0	111,400	1,476,050	Baseline and Completion Survey, Project records	MTR and completion , Continuous	APIU M&E unit	Stable political and macro-economic environment No major natural disaster affects the Project Area
		Female	0	295,210	1,476,050				
		Young	0	295,210	738,025				
	Total number of persons receiving services	0	406,610	2,952,100					
	1.a Corresponding number of households reached	HH	0	111,400	557,000	Baseline and Completion Survey, Project records	MTR and completion , Continuous	APIU M&E unit	
	1.b Estimated corresponding total number of households members	HH members	0	590,420	2,952,100	Baseline and Completion Survey, Project records	MTR and completion , Continuous	APIU M&E unit	
Goal: Contribute to reduction of rural poverty in the country through increased resilience, incomes and enhanced economic growth in rural farming communities	Rural households among target group who have increased their index of household assets' ownership (excluding livestock)	%	0	0	10%	Baseline, Mid-term and Completion Survey	Baseline, Mid-term and Completion	APIU M&E unit	
Development objective Increased incomes of smallholder livestock farmers.	Increased productivity per animal in terms of milk yields	%	0	0	20%	Baseline, Mid-term and Completion Survey	Baseline, Mid-term and Completion	APIU M&E unit	
	Increased productivity per animal in terms of weight gains	%	0	0	20%				
	Target population with increased milk, meat, crop or forest produce	%	0	0	70%				
	HH % of target group reporting reduction in disputes over NRs	%	0	0	40%				
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services Total number of household members Households Percentage (%)	Number of people %	0		2 214 075 75%				

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit of measurement	Base line	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Households	Number			417 750				
SF.2.2. Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers	Number of people	0		2 214 075					
Total number of household members Households - Percentage (%)	%			75%					
Households	Number			417 750					
Outcome 1: Climate resilient integrated forest-rangeland ecosystems are sustainably managed	Per centage of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices (measured through increased score in the resilience scorecards (CI 3.2.2))	%	0	0	50%	Baseline, Mid-term and Completion Survey	Baseline, Mid-term and completion	APIU M&E unit,	Government remains committed to develop institutions to promote improved NRM NRM instruments are adopted at district level and implemented
	Total number of household members - Number of people				1 476 050				
	Households - Households				278 500				
	Per centage of persons/households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes (CI 1.2.1)	%	0	0	50%				
	Size of households reporting improved access to land - Number of people				1 476 050				
	Total no. of households reporting improved access to land – Households				278 500				
Output 1.1 Climate resilient institutional processes and capacities strengthened.	Multistakeholder groups functioning at the district level with integrated NRM and climate resilient plans (INRMCRPs) agreed and approved.	Number of Multistakeholder groups -	0	20	40	Project records	Continuous	APIU M&E unit,	
	Number of functioning grievance mechanism systems established with registry of complaints and recording of response times	Grievance mechanism system - <i>Number</i>	0						

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit of measurement	Base line	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.2: Community based integrated forests and pastures management plans prepared and implemented	Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (CLPMPs implemented (CI 3.1.1))	Groups supported - Groups	0	100	363	Project records	Semi-annually	APIU M&E unit, ARIS M&E unit, implementing NGOs	
	Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (INRMPs implemented (CI 3.1.1))	Groups supported - Groups	0	5	27				
	Land brought under climate-resilient practices (CI 3.1.4)	Hectares	0		3.68				
Outcome 2: Smallholder livestock farmers produce safe products for national and export markets	Value of official exports of livestock and livestock products meeting international standards compared to the average of the previous five years increased	%	0	3	15	Project records, National statistics	Annually	APIU M&E unit	Regional free trade agreements (EAEU) continue to provide opportunities for Kyrgyz livestock exports Endemic animal disease situation in the country remains stable
Output 2.1: Country's capacity for food safety is strengthened	Provisional recognition status is permanently removed for sanitary agreements with 2 EAEU countries (Kazakhstan and Russian Federation).	Number	0	-	2	Project records, MAWRRD records	Annually	APIU M&E unit	
Output 2.2: The Kyrgyz Government introduces a modern food safety certification procedure	The current national food safety certification procedure is rationalized, and a Standard Operating Procedure (SOP) manual is enforced.	Number	0	-	1	Project records, MOAF records	Annually	APIU M&E unit based on supervision mission and specialist assessments	
Outcome 3: Poor women and youth have gained access to remunerative markets	Rural women and youth reporting at least 30% increase in income from diversification and GHG emission reduction activities	Women Youth Total number of people reporting an increase in income diversification - Number	0 0 0	- - -	3,750 1,500 4,500	Project records	Continuous	APIU M&E unit	Good quality BDS available Business environment for value chain leaders remains conducive for inclusion of beneficiaries in pro poor value chains
	3.2.1 Tons of greenhouse gas emissions (CO2e) avoided and/or sequestered								
	<ul style="list-style-type: none"> Hectares of land - Area (ha): tCO2e/20 years - Number tCO2e/ha - Number 	ha number number	0 0 0		64,750 7,605,707 117				

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Unit of measurement	Base line	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	• tCO2e/ha/year – Number	number	0			5.9			
Output 3.1: Poor women and youth capacity to successfully operate in value chains strengthened through training and marketing support.	Number of persons trained in income-generating activities or business management (Rural women and youth are trained on technical and managerial aspects of diversification and Low carbon activities (CI 2.1.2)	Male	0		1,019	Project records	Continuous	APIU M&E unit	
		Female	0	-	7,131				
		Young	0	-	2,038				
		Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	0	-	8,150				
Output 3.2: Gender- and youth-sensitive competitive grant proposals prepared and implemented	Competitive grant projects successfully implemented.	Number of grants - Number	0	-	475	Project records	Continuous	APIU M&E unit	

Integrated Project Risk Matrix

Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	High	Substantial
<i>Political Commitment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Governance</i>	<i>High</i>	<i>Substantial</i>
<i>Macroeconomic</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
<i>Fragility and Security</i>	<i>High</i>	<i>High</i>
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
<i>Policy alignment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Policy Development and Implementation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Project Scope	Moderate	Low
<i>Project Relevance</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Technical Soundness</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
<i>Implementation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Monitoring and Evaluation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Project Financial Management	Moderate	Low
<i>Project Organization and Staffing</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project Budgeting</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project Funds Flow/Disbursement Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project Internal Controls</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project Accounting and Financial Reporting</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project External Audit</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Project Procurement	Substantial	Moderate
<i>Legal and Regulatory Framework</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Accountability and Transparency</i>	<i>High</i>	<i>Substantial</i>
<i>Capability in Public Procurement</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Public Procurement Processes</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Moderate
<i>Biodiversity Conservation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Resource Efficiency and Pollution Prevention</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Cultural Heritage</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Indigenous People</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Labour and Working Conditions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
<i>Community Health and Safety</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>

<i>Physical and Economic Resettlement</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Greenhouse Gas Emissions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
<i>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</i>	<i>Moderate</i>	<i>Moderate</i>
Stakeholders	Moderate	Low
<i>Stakeholder Engagement/Coordination</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Stakeholder Grievances</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
Overall	Moderate	Moderate

Country Context	High	Substantial
Political Commitment	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Kyrgyzstan is a mountainous, landlocked country of 198,500 km² bordering Kazakhstan, Uzbekistan, Tajikistan and China. Ninety four per cent of the territory is at an elevation of more than 1,000 meters, and 40 per cent above 3,000 meters. Nearly half of the country's total area – some nine million hectares – is pastureland, which plays a key role in the country's economy, society, and culture. The population of Kyrgyzstan is 6.316 million (2018) of which 65% live in rural areas and depend predominantly on agriculture and livestock for their livelihood. With an average GDP per capita of US\$ 1,293 (2019), Kyrgyzstan is classified as a lower middle-income country.</p> <p>Kyrgyzstan has declared independence from the Soviet Union in 1991. While transitioning to a democratic society and system of government, the country has proved much determined and committed to reducing poverty. This political will was translated through multiple reforms including the new pasture law which was adopted in January 2009 has been a pivotal piece of legislation for the development of the livestock sector. This law has decentralized the pastures and rangelands management with the ultimate of further valuing livestock sector to generate revenues for local communities. To operationalize this reform, the government has collaborated with international donors including IFAD in order to raise financing for livestock sector development projects.</p> <p>Risk; The possibility of social unrest exists with political instability associated with a persistent corruption and ethnic divergences. It is likely to lead to a general situation of violence, bribery and elite capture. The country's constitution was amended multiple times since independence.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>IFAD will work closely with targeted communities to make sure the resources go to the intended beneficiaries. For this to happen, policy engagement and non-lending activities will be developed and implemented with the purpose of engaging communities at grassroots level. The success of project integrative activities of setting up and reinforcing capacities of Community Pasture Management and Livestock Development Plans (CPMLDPs), which roll out systems for systematically collecting pasture using fees to increase Pasture Users Unions (PUU) revenues, is critical to sustaining projects' gains, independently of any political crisis. The approval of the Pasture Law in January 2009 has started an effective process of reform, putting pastoralists at the centre. Kyrgyzstan has since, established many institutions and regulations, substantially supported by IFAD projects, to move towards the sustainable governance of pasture and forest resources. This project will continue to support PUUs so they become fully autonomous and capable of resisting to any external shocks..</p>		
Governance	High	Substantial
<p>Risk:</p> <p>One of the major factors of the livestock sector's poor performance in Kyrgyzstan is weak institutions at the national level responsible for ensuring policy and the regulatory framework, producing and transferring required knowledge, and providing technical support to livestock producers. In addition, the lack of institutions at the local level to mobilize farmers to jointly govern communal resources and protect their rights leads to low productivity of the sector, and high incidence of poverty in mountainous livestock communities.</p>		
<p>Risk; There is a high probability that weak institutions fail to enact the reforms at local level. In an environment of poor governance, investments are likely not to produce the intended outcomes, as resources will not be used appropriately. There is a high-risk level of accountability in the absence of sound governance.</p>	High	Substantial

<p>Mitigations:</p> <p>Under RRPCP, institutional capacity building and governance training activities will be developed and delivered to local stakeholders. These activities will be further strengthened with close follow-up and monitoring, complemented with policy activities. RRPCP will collaborate with local NGOs to fill in the gaps for more social inclusion activities. Project activities will promote rural women, youth empowerment, and inclusive education as necessary. To further improve governance, IFAD's anticorruption and good governance framework will be applicable to the project. Details thereon are included in the Financial Manual. IFAD will deliver a customized training session to project staff on this topic during project start-up.</p>		
<p>Macroeconomic</p>	High	High
<p>Risk:</p> <p>The economy of the Kyrgyz Republic has been ranked among the moderately free for the past four years. GDP growth during that time has been solid, thanks to gold exports and robust household spending (boosted by remittance inflows from Russia and Kazakhstan); robust wage growth; and a slowdown in inflation. Advancements in economic freedom are being blocked by ongoing and endemic corruption, weak protection of property rights, and excessive government spending which crowds out private-sector activity. The economy has remained resilient to an adverse and volatile external context, growing at an average robust 3.8% since 2016, pulled by steady gold exports.</p> <p>Risk;</p> <p>Downside risks to this outlook include the country's economic dependence on external market led by export of gold and remittances from workers from Russia and Kazakhstan. The economy is poorly diversified and positively correlated with export market. This means that it collapses anytime when commodity markets takes a downturn. The country's capacity to maintain a satisfactory level of debt service depends on externalities.</p> <p>More specifically, decreasing remittances from Russia also induced by COVID-19, is a risk for the share of the country's foreign exchange inflows. This will have a direct impact on the smallholders' capacity to accumulate capital for investments and smallholders ability to maintain their spending status.</p>	High	High
<p>Mitigations:</p> <p>Overall, this risk level is beyond the project's scope. However, the project can contribute to mitigate its effects on targeted populations by diversifying livelihoods through livestock value-chain development. By diversifying investment portfolio and building partnerships with private sector, the project will create remunerative jobs for youth and women. This will ultimately result in reduced migration and more social and economic stability with increased smallholders' capacity to accumulate capital for investments and ability to maintain their spending status.</p> <p>Additionally, the country's dependence on remittances from Russia for a large share of its foreign exchange inflows will be addressed through partnership with RKDF credit facilities provided on affordable terms to project stakeholders.</p>		
<p>Fragility and Security</p>	High	High
<p>Risk:</p> <p>Kyrgyzstan models itself as Central Asia's only parliamentary democracy, but multiple challenges threaten its stability. Divided ethnically between Kyrgyz and Uzbeks and geographically north and south, the state is deeply corrupt and fails to deliver basic services, in particular justice and law enforcement. Its political institutions are under stress by the ruling system, and the country is underperforming in terms of democracy. Furthermore, there is need to prevent and counter the threat of growing radicalization by bolstering the credibility of public institutions and adopting a more tolerant attitude toward non-violent Islamists. The rapid rise of alternative religious interpretations, often at odds with the state's concept of traditional identity, are being fuelled in part by endemic corruption and perceptions of incompetency.</p>		

<p>Risk; The risk of violence is high as long as the economic marginalization persists, and weak and corrupt institutions remain accountable for delivering basic services. This is further aggravated by contracting religious interpretations coupled with the latent ethnic tensions, ultimately constituting threats to internal security. Another risk factor includes the effects of the COVID-19 outbreak in the country. The pandemic has negatively impacted all sectors, and if it has to continue further, it will further aggravate the country's fragility</p>	High	High
<p>Mitigations: The mitigation measures include strengthened policy activities to address root causes of social tensions, and institutional capacity building activities. IFAD projects will devise non-lending activities aiming at reinforcing local governance and accountability. These activities will be closely monitored with projects to ensure they contribute to stabilizing and socializing targeted communities. COVID-19 responses must be prepared. IFAD has already put in place a mechanism of response to the pandemic crisis, which entails greater flexibility including repurposing of project funds as deemed necessary</p>		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
<p>Risk: The overall framework for development in Kyrgyzstan is guided by the National Sustainable Development Strategy 2018-2040 (NSDS). The overall goals of the NSDS are the establishment of a state governed by the rule of law, ensuring unity of the nation as a prerequisite for preserving statehood, and the resolution of social issues and challenges. This is achieved through sustainable economic development and macroeconomic stability, improved business environment and investment climate, development of strategic industries, and equitable development of the regions of the country. The priorities defined by the National Council for Sustainable Development with a view to establishing the country's "Vision for 2040" included improving agriculture, providing development opportunities for smallholders and creating logistics and processing centres, with emphasis on enhanced links between economic access, food security and resilience to shocks in a systemic approach to the design of short-, medium- and long-term strategic objectives and results. The overall framework for development in Kyrgyzstan is guided by the National Sustainable Development Strategy 2018-2040 (NSDS). Specifically for the agricultural sector, the NSDS aims at using the geographical and climatological comparative advantages of Kyrgyzstan to become a leading supplier of high quality ecological and pure, organic agricultural production for the regional markets and the markets of the Customs Union. In the agricultural production system there shall be mid- and high processing facilities, and development of logistical centers for exports (as per the Strategy for Agricultural Development 2017-2022). The strategy foresees farmers to participate actively through cooperatives and other mechanisms for agglomeration, which will help to add value to produce and thus increase income for the local population. Risk; Political and social stability is key to maintaining the engagement framework. There is low risk of Government's pro-poor strategy to undermine project's development objectives. However, the lack of ownership and fiscal resources from the Government on its Strategy for Agricultural Development which aimed at providing support to key value chains actors could jeopardize RRPCP's efforts to increase incomes of smallholder</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The mitigations measures here include maintaining and reinforcing policy dialogue in order to maintain the engagement, and to always ensure that interventions align with national priorities. Additionally, RRPCP will seek to introduce integrated policy development, planning and implementation of pasture and forest plans, enabling an ecosystem-based approach which, while taking into account connectedness and interdependence of pasture and forest resources, will bring social stability. The project will increase livelihood resilience, improves smallholder and pastoral productivity, and strengthen market participation of stakeholders.</p>		

Policy Development and Implementation	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Pasture management reforms in Kyrgyz Republic started as a measure to devolve management responsibilities to local governments and communities due to inability of government to promote sustainable resource management practices and ensure effective management. IFAD supported projects played important roles in this major transfer of vast pasture resources from central and provincial/district level administration to the level of local governments and further to resource users. At the same time, many changes occurred during a period of political instability, which weakened the power of local administrators with stakes in the previous system for managing pastures. Policy development and implementation in Kyrgyzstan is a challenge with weak institutions and unstable political situation. Policy initiatives in support of the smallholders in the livestock sector need to be linked to social targets, such as increased access to pastures, economic factors such as improved animal productivity and profitability (in addition to increased number of livestock), and environmental targets, such as improved areas of pasture and increased areas under sustainable use.</p> <p>Risk;</p> <p>The principal risk at this level is the failure of local institutions to channel effectively the reforms to livestock communities. Such a failure would result in ineffective implementation of investment projects, and ultimately conducive to misuse of resources from foreign investments.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Mitigation measures include continued and strengthened donor coordination and policy dialogue with government as a whole, and with key ministries; sustained and enhanced capacity building, and periodic reassessment of capital investment needs by the Government. Furthermore, the project will support the establishment of an expert group comprised of various technical expertise with engagement of local research and outreach organizations to develop and deliver capacity-development interventions to enhance capacity on policy making and rolling out of reforms among key stakeholders, and to enforce policy aimed at introducing resource saving and low-waste agriculture production technologies, and improved agriculture processing techniques.</p>		
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The Kyrgyz Republic's climate characteristics are related to its location in the centre of the Eurasian continent at a distance from main water bodies and close vicinity to deserts. The population of the Kyrgyz Republic is 6,019,000 as of January 2016, which is predominately rural and unevenly distributed across the country due to its mountainous terrain. Despite progress made in the last few years to reduce extreme poverty, climate risks pose significant threats to ensuring sustainable livelihoods, food security and infrastructure services. Climate-related events, such as the increasing numbers of floods and mudflows each spring, drought in 2008 and severe cold spells in 2008-2009, and the cascading impacts on society and the economy, highlight the country's vulnerability to climate risks. Climate change will exacerbate existing problems and pose additional risks to the achievement of national sustainable development priorities.</p> <p>The Project is classified as a Category B operation. This rating results from the few identified potentially negative environmental impacts that might be expected from the Project's field activities. The key activities of the project include pastures /rangelands management (improvement activities), livestock value-chain development, and animal health and food safety.</p> <p>Risk;</p> <p>If no action is taken, environmental and climate related events would further deteriorate the country's food system and livelihood. The occurrence of climate related disasters such as drought, inundation /mudslides is highly likely and unpredictable.</p>	Moderate	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>As a category B project with minimal negative environmental impact, RRPCP will focus on raising stakeholders' awareness of potentially devastating climate effects and ways to cope with or reducing them. By so doing, the project will train to use and equip targeted groups with technological resources including, GPS, Google- Earth, Meteorological data applications. As a result, stakeholders will be able to anticipate climate related events and implement appropriate adaptation or mitigation measures they will have learned along project activities. For instance, they will be able to relocate goods and livestock in such a way to avoid events like floods and mudslides by using weather forecasts. Some project training activities will translate into physical improvement works on pasturelands and infrastructure (fences, pathways, drinking troughs, stalls). Communities will receive training to plan and perform these works in ways, which will reduce the likely effect of related climate hazards. For instance, delineation, pathways and landscaping activities will be implemented in respect of natural slope and drainage. Other mitigations measures include climate-smart agriculture practices and the necessary compliance with IFAD environmental, social and climate-change safeguard procedures whilst seeking a sustainable management of natural resources in the targeted regions.</p> <p>The project will review and enhance the existing guidelines for PUU and Leskhozos plans considering all issues of environment, biodiversity protection and ecosystem functions related to sustainable natural resource management. Areas of focus will include different tenure arrangements for use of forest and rangeland resources, such as municipal forests, including shelterbelts and windbreaks, as well as private and community-based tree plantations, and sustainable fuelwood resources and alternative rural fuel sources.</p>		
<p>Project vulnerability to climate change impacts</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The economy of the Kyrgyz Republic faces unique challenges associated with current and predicted climate change impacts, due to its geographic and topographic characteristics, and the structure of its economy. Changing climate hazards in terms of increasing temperatures and uncertainty in future water discharge are bound to affect the country's sustainable development path over the next decades. Population growth has resulted in increased pressure on land and water, increased resource consumption. The country lacks infrastructure such as irrigation system, has limited productive arable land under irrigation, and deteriorating pasturelands.</p> <p>Risk;</p> <p>There is a high probability that the country falls short of its development objectives including poverty alleviation, if the current trend of climate hazards continues. Rising temperatures and population growth are likely to result in decreases in precipitation, increased rate of evapotranspiration, insufficient water availability for irrigation of crops and other agricultural uses, and food shortage.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>In order to mitigate these risk factors, the country must develop and adaptation measures, and adhere to climate policies. IFAD project plans to involve stakeholders at all levels (smallholders, businesses and private stakeholders) in activities addressing issues of climate change and effects. The country's nationally determined contribution (NDC) to international climate conventions need to be acted upon. The government of Kyrgyzstan collaborates with IFAD and other donors in order to leverage resources to be used toward this development objective. IFAD liaises with the ASAP /climate funds to make more resources available to the country for addressing climate issues adequately.</p> <p>Project activities will guide and support communities (PUUs, CLMGs) to overcome pasture degradation through adoption of pasture rotation and a change in land use practices through training, mentoring and monitoring. The outputs will increase carbon sequestration and enable local communities to become more resilient to the adverse impacts of climate change. Additionally, IFAD will seek to obtain grants from the adaptation funds, which will supplement project resources dedicated to addressing effects of climate change.</p>		

Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <p>The RRPCP project is not restricted to any geographical area within the country and the Pasture User Unions (PUUs) in the whole country can be further strengthened to attain sustainability. The targeted end beneficiaries are the major vulnerable social groups in the entire nation, so that the results of Livestock and Market Development Program can be further strengthened and that other areas may benefit from the experience. Targeting will be based on the existence of a village vision or ability to create one, livelihood fragility, actors in the value chains of livestock-derived foods and non-timber forest products, and social vulnerability.</p> <p>RRPCP is relevant as it seeks to address priorities felt by the country government and beneficiaries. Its goal is to contribute to increased incomes and enhanced economic growth in pastoralist communities. Although livestock production contributes heavily to rural livelihoods, nutrition and food security, and to total agricultural sector output growth and exports, productivity is low and far below its potential. The main constraints that need to be addressed are inadequate animal feeding due to poor utilization of pasture resources, poor animal health, inappropriate farm management practices, and weak livestock marketing and processing.</p> <p>Risk; Risk related to the relevance of this project is low, and concerns a potential deviation from the development objective, which about improving livestock communities' access to productive infrastructure and services, enhancing revenues and reducing the severity of rural poverty in Kyrgyzstan.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>To mitigate the eventuality of such occurrence, IFAD must ensure that implementation stays on track to achieving the development objective. This is best addressed through regular supervision missions and other follow-up activities. To this end, the project has to remain focussed on achieving the strategic objectives of the COSOP approved by IFAD EB in April 2018. In the course of implementation, the project will work toward increasing smallholders' equitable and sustainable returns, and enhancing smallholders' resilience to climate change. The project will also remain consistent with IFAD's strategic vision and comparative advantage (as elaborated in IFAD's Strategic Framework 2016-2025), particularly increasing poor rural people's productive capacities and benefits from market participation. Additionally, as more resources will become available through GCF financing, the project will stay focussed on strengthening the environmental sustainability and climate resilience of poor rural people's economic activities.</p>		
Technical Soundness	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <p>IFAD's current country program consists of the Livestock and market Development Project (LMDP2), Access to Market (ATMP), and the soon-to-come Regional Resilient Pastoral Communities Development Project (RRPCP). These projects focus on income diversification and promote alternative sources of income to diversify household economies through improved livestock. The projects explore income-generating options beyond livestock production, to add value to livestock products for creating wealth and employments. While doing this, the projects seek to gradually reduce grazing pressure on pastures and mitigate the impact of climate change by establishing Pasture User Unions to manage the common pastures. They also provide financing and technical assistance to encourage and nurture new economic activities through which the most vulnerable of the rural society – mainly women and youth – can build and develop additional sources of income as a safety net against possible economic losses. The effective implementation of these projects will lead to established socio-economic resilience, enhanced income for youth and women, and reduced youth migration.</p> <p>Risk; Under this section, the risk factor includes the likelihood of elite capture, as the level of corruption is substantial in the country.</p>	Moderate	Low

<p>Mitigations:</p> <p>In order to reduce the likelihood of this to happen, IFAD must keep an eye on procurement activities, pay attention to the use of funds, and make sure the resources effectively go into the achievement of the intended purpose. Capacity- building activities focusing on procurement and financial management as well as data management must be envisaged. The implementation strategy put in place will ensure that the main project benefits go to households in the 454 PUUs areas that constitute the rural population of the whole country. A high proportion of the target population will be reached by pasture management activities with the largest project investment part going directly to the beneficiaries in the form of competitive grants, training and technical assistance. A system for awarding competitive grants will be established in the target municipalities, and a national monitoring unit will be setup and adequately trained and equipped to track-record beneficiaries and selection procedures implemented.</p>		
<p>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</p>	Moderate	Moderate
<p>Implementation Arrangements</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>There are several institutions that have been engaged in implementing past projects as well as in the ongoing LMDP2 and ATMP projects, thus scaling up good practices and lessons learned. The two leading institutions among those are Agricultural Projects Implementation Unit (APIU) under the Kyrgyz Ministry of Agriculture, Food Industry and Melioration (MAFIM), and the Community Development and Investment Agency (ARIS), a large organization with outreach in the field. These institutions will have the prime implementation responsibility for RRPCP as well. In terms of institutional capacity, the government is facing internal challenges in developing the market economy and social inclusion. On the other hand, the gaps in these fields have been partly filled by national NGOs.</p> <p>The MAFIM as IFAD entry point into the country, and primary responsible for the project, has delegated the implementation to the Agricultural Projects Implementation Unit (APIU) and the Community Development Organization (ARIS). APIU has the overall responsibility for coordinating activities and assigning roles to other participating institutions, starting with ARIS. ARIS is the key partner of APIU and ensures field delivery of activities along with local stakeholders and participating community-based organizations. Each participating institution has its areas of responsibility and is financially accountable for the implementation of its portion or component. Community-based organizations and other participating institutions report to ARIS. In its turn, ARIS reports to APIU. A Memorandum of Understanding (MOUs) signed between APIU and ARIS clarifies roles and responsibilities, and work flow.</p> <p>Risk: Both APIU and ARIS are government-controlled institutions. They have accumulated good amounts of experiences in implementing foreign funded projects. Since the level of corruption is substantial in particular in the public sector, one must factor in the possibility of distortion of procurement and /or financial management rules. In addition, decision-making process being generally lengthy in public sector, there is a high probability of project falling behind its calendar in terms of disbursement. Already, the negotiations of the Financing Agreement is lingering for months. Furthermore, the use of multiple implementing agencies and the coordination of activities among them, are additional challenges, which APIU will have to face. The risk of APIU failing to stay up to duty is higher in the face of the workload and wide diverse partners.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The mitigation measures include the institutional capacity building. This starts with identifying institutional areas of weakness, and addressing them through specific training activities as well as exchange visit programs with the purpose of instilling a culture of transparency and acquiring good practices.</p> <p>With regard to geographical spread, ARIS has a national footprint with a central office and regional (Oblast) offices across the country. This gives ARIS a wider margin of manoeuvre to handle the widespread of smaller-size implementing field agencies.</p> <p>In terms of coordination and consolidation challenges, APIU currently manages both IFAD and World Bank projects and is experienced in required financial management systems and procedures. Financial Management burden is centralised at APIU and ARIS Head Offices. APIU is experienced in consolidating project information, and R RRPCP will provide financial management training to all agencies at project start-up and annually thereafter.</p>		

Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The project's Logical Framework forms the basis for the overall results-based monitoring and evaluation (M&E) system and comprise performance monitoring, outcome and impact assessment. The APIU M&E staffs have lead responsibility for all internal M&E of the Project. Performance monitoring will concentrate on the financial and physical outputs and the outcomes of Project activities and based upon semi-annual and annual progress reports. Outcome monitoring will assess the use of outputs and measure their benefits at beneficiary level. The monitoring will focus on the accessibility of Project outputs and the extent to which they provide benefits to the target groups in terms of access to finance, services, and markets. Impact indicators have been provided in the Project Logical Framework, and comply with IFAD guidelines.</p> <p>Risk:</p> <p>Risk factors related to M&E include the likelihood of data not being properly or timely collected. Data collected may not be representative of outputs and outcomes due to miscalculation or tallying issues. Data must also be adequately disaggregated. Furthermore, risks at this level may also be about the qualification of the project M&E specialist, and their overall use of appropriate tools. However, up until now, M&E has not caused any concern, and IFAD rating has been consistently satisfactory.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>IFAD must make sure that capacity-building trainings are provided to assist project M&E staff with, and that the data collection tools in use are in conformity with IFAD guidelines. Regular missions will do fact checking to ensure data quality and reporting. Regular assessments will be carried out to determine and apply corrective measures.</p> <p>Moreover, strong review of technical TORs for the recruitment of possible rotational M&E staff or punctual expertise will be closely reviewed by the Country Team to ensure the highest standard as well as compliance with IFAD's technical expectations.</p>		
Project Financial Management	Moderate	Low
Project Organization and Staffing	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>APIU: APIU is currently responsible for a large workload of 4 projects (IFAD - LMDP1, LMDP 2, ATMP, World Bank - PLMIP) and may not have the ability to take on another project. APIU has one disbursement officer managing 4 projects. Not all APIU staff have completed the IFAD FM e-learning course. APIU does not undertake staff performance evaluations / do not identify areas of improvement (and training needs). APIU staff not aware of IFAD's updated anti-fraud policy (approved by Executive Board Dec 2018). The APIU Financial Manager was previously a disbursement specialist and promoted to Financial Manager in December 2017. She had no Financial Manager experience prior to her appointment. APIU will use a number of smaller implementing agencies. The competence of these staff has not been assessed at design.</p> <p>ARIS; ARIS is currently managing 9 donor funded projects (including 3 for IFAD) with a possible concern related to capacity to take on RPLP. ARIS indicated that they appoint dedicated staff for new projects, therefore these positions do not currently exist for RPLP. Not all ARIS staff have completed the IFAD FM e-learning course. ARIS does not undertake staff performance evaluations / do not identify areas of improvement (and training needs). 7 ARIS staff resigned in 2018 (only the Financial Manager from the finance team) and a prior supervision missions highlighted a concern regarding ARIS performance. A new Financial Manager was recently appointed.</p>	Moderate	Low

<p>Mitigations:</p> <p>Existing mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Overall, the track record of the APIU/ARIS in managing the financial aspects of projects is good and is reflected in the satisfactory FM ratings on existing projects (IFAD internal ratings). -Both APIU and ARIS is currently well staffed to deal with existing projects. ARIS vacancies have been filled). -The ARIS Financial Manager is fairly new but engagements with him during the design were positive. He seems knowledgeable with regards to FM processes and procedures. The disbursement specialists have been with ARIS for a long time and are well experienced. -LMDP 1 and PLMIP will close before commencement of RPLP, indicating a reduced workload for both APIU and ARIS. -The APIU Financial Manager has more than 10 years' of experience within the finance department. She is qualified and has attended various IFAD specific training related to financial management. -The ARIS Financial Manager has many years of experience in similar positions, including donor project experience. <p>*Additional mitigating recommendations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Require all new APIU and ARIS staff (and existing staff if applicable) to complete the IFAD FM e-learning course within 1 month of project start-up. -Request the APIU/ARIS to develop a performance evaluation process for FM staff within 1 year of project commencement. This process should identify skills gaps and assist with identifying appropriate training interventions. -Include information on IFAD's new anticorruption policy in the Financial Manual and host a 1-hour session on the topic at project start-up -Include an undertaking in the financing agreement with APIU that they should ensure that MOUs entered into with smaller implementing partners specify the requirement to employ qualified/experienced accountants. -Require ARIS to appoint one disbursement officer (based in Bishkek) and 7 accountants (1 per Oblast) prior to project start-up as a condition precedent in the financing agreement. Recruit from the market on a competitive basis and ensure that the disbursement specialist has prior donor project experience. TORs outlined in draft FM. 		
<p>Project Budgeting</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>APIU;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Requirement to prepare consolidated AWPB which includes activities of all implementation agencies (ARIS, APIU and other smaller agencies). -For existing projects, consolidated AWPBs are not presented in the correct format as required by IFAD. -Possible exchange rate fluctuations may result in budgets which are not accurate. -For existing projects, the consolidated budget to actual performance is only prepared for the purposes of submitting IFRs to IFAD. Therefore, lack of frequent monitoring at a consolidated level. 	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigations:</p> <p>Existing mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -APIU is experienced in the IFAD AWPB process and for existing projects, submits consolidated AWPBs in a timely manner for IFAD approval. -The current exchange rate environment has resulted in more stable exchange rate which mitigates the risk of inaccurate budgets due to exchange rate fluctuations. -Both ARIS and APIU monitor actual to budget performance for their allocated components on a regular basis. <p>*Additional mitigating recommendations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Include detailed AWPB template in the Financial Manual. Request APIU to disseminate this template to all agencies and ensure that all agencies prepare their AWPBs using the same template. -Require that quarterly projects meetings be held. For this purposes APIU to prepare a consolidated project budget to actual comparison (per category and component). This requirement to be outlined in the Financial Manual." 		

<i>Project Funds Flow/Disbursement Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existing projects have SDR loans which are disbursed in USD and have experienced exchange rate losses (USD to SDR) -Difficult to monitor allocated vs. disbursed loans/grants for SDR denominated facilities which are disbursed in USD (experience on existing projects) -Exposure to exchange rate losses (USD to local currency) -Delay in receiving government contributions in a timely manner. Contributions are utilised to pay taxes. -Risk of IFAD pre-financing of Government contributions. -Delay in receiving community contributions related to matching grant mechanism (with impact on project disbursements). 	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Existing mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existing projects have reasonable disbursement rates and APIU/ARIS is well experienced in the IFAD disbursement process. -Flow of funds arrangements for existing projects work well and can be replicated for RPLP. -Proposed 1C Accounting Software has cash flow forecasting module which is relied on to determine the local currency cash need daily. Project funds are kept in the USD account until needed, limiting exposure to exchange rate fluctuations. <p>*Additional mitigating recommendations:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Denominated and disburse loans/grants in USD. -Develop/outlined process within Financial Manual to engage with Government (via APIU) when there are delays in receiving Government contributions. Require early escalation of the issue to Government with the aim of reducing delays. -Adopt flow of funds arrangement which is similar to existing projects and with which ARIS/APIU are familiar (see outlined in Financial Manual). 		
<i>Project Internal Controls</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> -A significant portion of the project budget will be spent via community grants and by smaller implementing agencies. The internal control environment within these structures are generally considered weak. -Difficult to implement sound internal controls at all levels, especially regional and community level, given large geographical spread of project. <p>Internal Audit:</p> <p>APIU;</p> <ul style="list-style-type: none"> -The APIU is not included in the MOAM internal audit plan (out of mandate). -The APIU will use various smaller implementing agencies which may not have a sound internal control environment. -The external statutory audit is not expected to test internal controls for the purposes of obtaining reasonable assurance. (Baker Tilly confirmed that they do not rely on controls and do substantive testing only) <p>ARIS;</p> <ul style="list-style-type: none"> -ARIS internal audit department currently has 2 vacancies (Internal Audit Manager and IA specialist). -The ARIS internal audit programme may not adequately cover community level grant activities. (considered high risk area due to lack of financial management capabilities). -The ARIS Internal audit department is not familiar with IFAD FM specific requirements. 	Substantial	Moderate